

DIRECTIVE SUR LES SERVICES DE PAIEMENT

Consultation en prévision de sa transposition

Les observations et propositions de l'ACSEL portent sur les points suivants :

Titre I - objet, champ d'application et définition

Article 3 - Exclusions de champ d'application

Pour certain membre de l'ACSEL, l'activité des émetteurs de titres et cartes cadeaux est exclue du champ d'application de la directive par les articles 3-g (v) et 3-k.

La proposition de transposition soumise à la consultation publique est donc sur ce point radicalement contraire à la directive car elle vise à réintégrer dans le champ d'application cette activité en se fondant sur une interprétation quantitative du terme « limité » contraire à l'esprit du texte. Le terme limité doit être pris dans le sens « dédié » ou « défini », ces instruments ne pouvant être utilisés que dans un réseau identifié et pour l'achat de biens ou services également identifiés.

La proposition de transposition est donc sur ce point non conforme à la directive.

Articles 4-19 et 4-21

L'article L 133-4 du projet de transposition reprend tels quels ces deux articles de la directive, or ceux-ci ne tiennent pas compte du fait que, en l'état des moyens utilisés, l'usage des dispositifs actuellement attachés aux cartes ne permettent pas l'authentification incontestable du porteur.

Titre II - Prestataires de services de paiement

Article 17-5

On regrette que les services qui relèvent du domaine des différentes catégories d'établissements (paiement, crédit) soient définis par exclusion et non de façon exhaustive.

Titre III - Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement

Articles 50 - Informations relatives aux frais supplémentaires ou aux réductions

Titre IV - Droits et obligations liés à la prestation et à l'utilisation de services de paiement

Article 52-3 - Frais applicables

A propos des deux articles susmentionnés (50 et 52-3)

« Surcharging »: cette option va entraîner la confusion parmi les consommateurs. Que dire si un commerçant travaille avec deux établissements de paiement ? Pour un même moyen de paiement, le consommateur pourrait avoir des prix différents sur un même article selon le pays d'agrément de l'établissement de paiement.

Il paraît en effet judicieux pour les cartes de ne pas augmenter les frais si l'on veut diminuer l'utilisation du chèque et des espèces.

De plus, rien ne garantira que la surcharge correspondra effectivement au coût de la commission et n'a pas pour objet de favoriser un autre moyen de paiement. N'est-ce pas contribuer à l'inflation ?

Comment le consommateur saura quel est le montant de la commission payée par le commerçant à sa banque ; comment les commerçants ne vont-ils pas être accusés de faire payer deux fois les commissions qu'ils paient à leurs banques : une fois dans leurs frais généraux, une fois transaction par transaction. Attention au caractère inflationniste de la mesure d'autorisation du surcharging !!!!

Article 52-2

Cet article laisse entendre qu'un client détenteur d'une carte de paiement émise par une banque de son pays est tenu de payer des frais à chaque transaction, ce qui n'est pas du tout la pratique en France, par exemple, les frais par opération étant intégralement répercutés sur le vendeur.

Article 61-3

La proposition suivante de modification des dispositions législatives du code monétaire et financier, complète de façon très opportune, du point de vue des e-commerçants, l'article 61-3 de la Directive alors que celle-ci ne prévoit rien de tel.

« Par dérogation au I du présent article, la responsabilité du payeur n'est pas engagée si le paiement contesté a été effectué frauduleusement à distance sans utilisation du dispositif de sécurité personnalisé de l'instrument de paiement. Elle n'est pas engagée non plus en cas de contrefaçon de l'instrument de paiement si au moment de l'opération contestée, le payeur était en possession de son instrument. »

Il n'est pas certain qu'une telle disposition qui donne un avantage appréciable aux e-commerçants en faisant porter la responsabilité sur la banque du porteur soit pleinement satisfaisante pour l'avenir du e-commerce. Si son application devait être considérée comme pénalisante par les prestataires de services de paiement (PSP), il conviendrait de rechercher un compromis permettant d'établir un équilibre entre les deux parties.